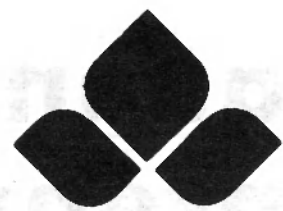


royaliste

BI-MENSUEL

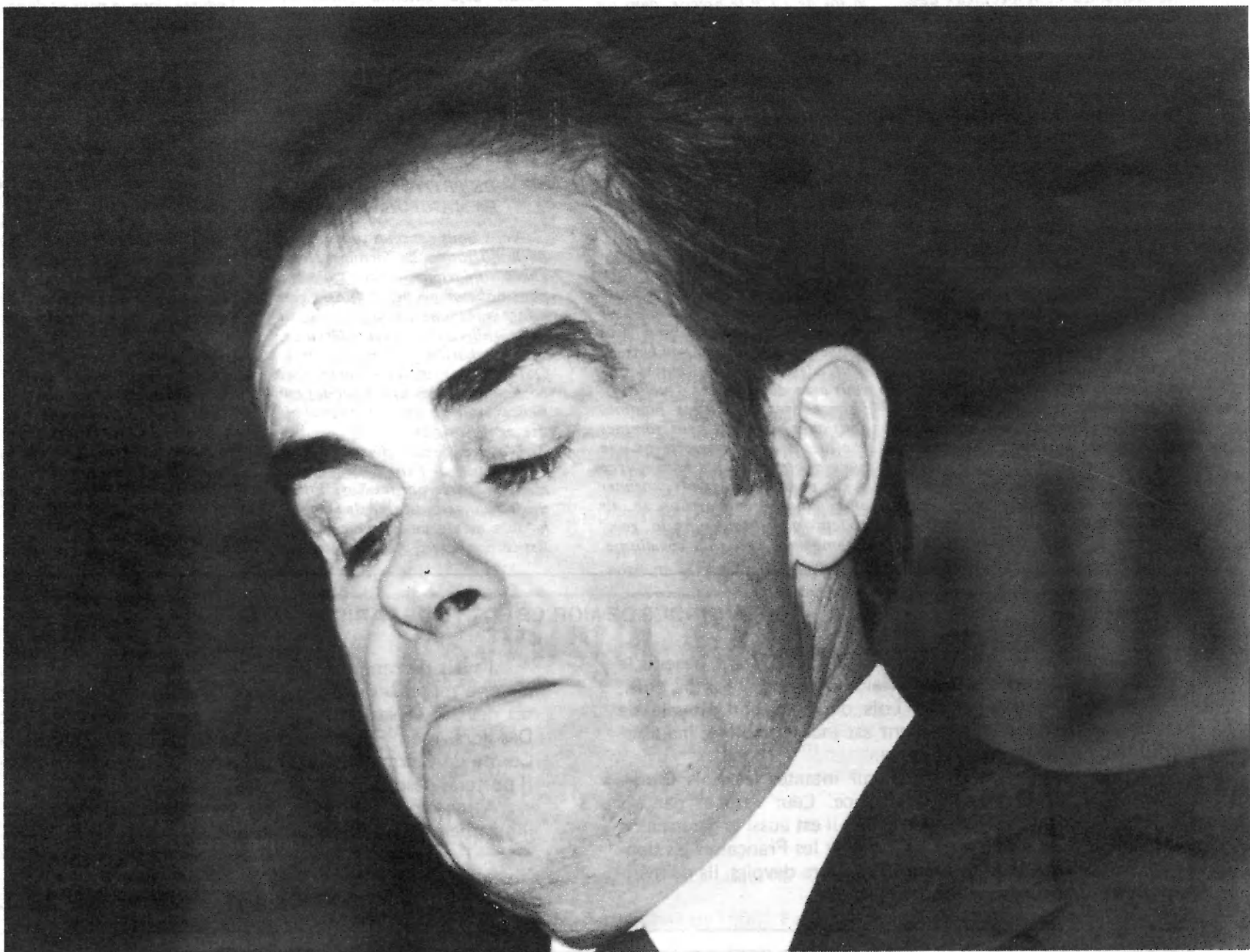
DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



cruel dilemme au p. c.

renovation ou disparition

M 2242 - 414 - 9 F DU 14 AU 27 NOVEMBRE 1984 - 14ème année - N° 414 - 9 F



quand nos lecteurs prennent la parole

Lecteur depuis plus d'un an de «Royaliste» (...) je continue à laisser lever en moi l'idée du «royalisme».

Pour moi il serait déjà lié à des actions directes comme celles que me semblent appeler les tergiversations que dénonce M. Didier Béoutis, conseiller du XIII^e arrondissement de Paris dans «Le Monde» du 4 octobre dernier à propos de l'avenir de Mayotte.

Qu'est-ce qui pousse en effet le secrétaire d'Etat, dans «Le Monde» du 11 septembre dernier article : «Une semaine avec la France du grand large», alors qu'il s'affirme tout d'abord départementaliste convaincu et respectueux de l'accord préalable des Mahorais à tout «changement institutionnel», à déclarer ensuite que Mayotte ne peut pas devenir un département?

Le secrétaire d'Etat ne peut pas se contredire à ce point et devrait d'ailleurs montrer pour un départementaliste plus d'empressement à justifier les positions des Mahorais qui n'ont jamais été intégrés dans l'ensemble des îles des Comores comme le souligne D. Béoutis qu'à défendre des positions faisant si peu de cas du choix des populations concernées.

Or la volonté des habitants de Mayotte est de rester français et la départementalisation est notre «arme absolue». Ce n'est pas A. Abdallah, le président des Comores qui prendrait le risque de demander aux Mahorais s'ils veulent être intégrés à l'ensemble des Comores.

Pour moi, Mayotte qui a déjà à plusieurs reprises exprimé tant de fois son désir de rester française est un petit morceau de la

France, une part de notre projet bientôt millénaire?

Allons-nous permettre à un secrétaire d'Etat de laisser s'enliser ce projet et donner l'occasion à un petit président démagogue de bafouer une population désireuse de rester française?

L'affaire «Mayotte» est pour moi un symbole : celui d'une nouvelle attitude de la France qui croit à son avenir, se débarrasse de l'attitude frileuse dans laquelle certains essaient de l'enfermer.

Je suis prêt à participer à toute action que pourrait proposer la NAR pour que la population de Mayotte puisse librement, comme la loi de 1979 le précise, dans un avenir proche, décider elle-même si elle veut devenir un département français.

Lecteur aussi de «l'Unité» je suis intervenu avec colère auprès de ce journal pour lui demander d'intervenir auprès du Secrétaire d'Etat aux TOM-DOM ou du moins faire connaître mon point de vue.

C.L. (Chypre)

J'ai été très intéressé par votre émission à Liberté 3. Je ne suis pas royaliste, mais j'ai été très frappé du ton nouveau, du langage neuf, des idées percutantes que vous avez développées. Quelle différence avec les autres hommes politiques auxquels nous sommes habitués ! Je ne regrette qu'une seule chose c'est que vous n'ayez pas la possibilité de vous exprimer plus souvent à la télévision. Je suis certain que beaucoup de gens, comme moi déçus du socialisme,

vous rejoindraient s'ils avaient la possibilité de vous connaître. A ma modeste échelle je suis prêt à vous aider et pour commencer je souscris un abonnement à votre journal.

P.G. (Saint-Omer)

Agréable surprise d'avoir entendu, tout à fait par hasard, car vous n'aviez pas été annoncé dans les programmes, votre interview sur FR 3. Enfin des royalistes qui vivent dans notre temps, qui parlent de choses actuelles et partagent les soucis et les préoccupations des Français d'aujourd'hui. J'avais déjà entendu parler de votre courageuse prise de position pour François Mitterrand en 1981, mais c'est la première fois que je peux constater combien les idées que vous avez exprimées avec chaleur et conviction rejoignent les miennes.

J.M.B. (Roanne)

UN PETIT MOT SUR LA MANIPULATION

Nous nous sommes tous réjouis de la libération de Jacques Abouchard. Pourtant, notre joie ne peut nous empêcher de poser certaines questions sur la façon dont cette libération s'est déroulée, son «scénario» et son contexte. De fait il y a des coïncidences particulières, des similitudes curieuses, qui pourraient bien avoir des significations.

D'abord l'heure d'arrivée de J. Abouchard à Paris - soigneusement préparée par les Soviétiques du fait du retard forcé de l'avion - la date même de la «grâce», etc. Est-ce par hasard qu'à cette même

heure où les représentants de la presse mondiale ainsi prévenus étaient rassemblés à Orly, le ministre de l'Intérieur polonais paraissait à l'écran pour annoncer la mort du Père Popieluzko ? Et pourquoi justement un samedi soir ? Le jour du repos, la veille du dimanche, alors que les ouvriers polonais ne sont pas dans leurs usines et que le danger d'émeutes est donc réduit. Rappelons-nous que l'état de siège a été proclamé en Pologne également un samedi soir.

Remontons plus haut : jeudi 18 oct., Jacques Abouchard est «jugé» précipitamment, et condamné à 18 ans de prison. Pourquoi cette sentence si dure, voire insensée ? Serait-ce pour être sûr d'éveiller une indignation totale et, par conséquent, d'occuper les premières pages des quotidiens ? Ainsi l'enlèvement du Père Popieluzko se trouvera relégué au deuxième plan... Ensuite, on pourra se montrer d'autant plus «généreux» tout en humiliant du même coup «l'allié» afghan.

Mais pourquoi cet enlèvement ? Pour démontrer qu'il y a des «durs» dans le pays et donc accréditer l'image d'un Jaruzelski «modéré» ? Pour faire du dictateur un «homme du centre» qui veille sur la sécurité ? Ou pour démontrer à Jaruzelski qu'il n'est pas seul capable de gouverner ? A coup sûr pour se débarrasser du même coup d'un opposant spirituel et cela d'une façon si abominable qu'on en frissonne...

Un tel acte en tous les cas, ne peut être, en Pologne, accompli, sans une participation soviétique. Car comment supposer que la police polonaise soit plus indépendante que sa cousine afghane ?

D'où l'on pourrait conclure à une manipulation diabolique à grande échelle dans laquelle le Premier ministre français, le Président de l'Assemblée, Jacques Abouchard, les médias et nous-même en tant que lecteurs et spectateurs n'avons eu que nos rôles à remplir. Où sommes-nous ? En «1984» (d'Orwell).

M.H.

COMMUNIQUÉ DE MGR LE COMTE DE PARIS

Mon Fils le Prince Henri de France, ayant obtenu le divorce civil, vient de se remarier civilement. Il rompt, ainsi, avec les Coutumes et les Lois de la Maison Royale de France. Un tel comportement est inacceptable et inadmissible pour un Prince de France.

Mon devoir est de maintenir intactes les Lois fondamentales de la Maison de France. Leur respect par ses Princes est une exigence formelle ; il est aussi la garantie de l'estime dans laquelle les Français et les Françaises les tiendront. Si les Princes renoncent à leurs devoirs, ils ne mériteront l'estime de personne.

J'avais demandé au Prince Henri de renoncer, au préalable, à toutes ses obligations en transférant publiquement, ses devoirs et ses droits à son Fils Jean. Il ne l'a pas fait. Dès lors, mon Fils n'est plus digne de porter le titre de Comte de Clermont, que je lui avais conféré à sa majorité. Il portera, désormais, le titre de Comte de Mortain.

A ma mort, mon Petit-Fils Jean sera Comte de Paris ; il incarnera la Tradition Dynastique.

Chantilly, le 1er Novembre 1984

Voir l'éditorial de Bertrand Renouvin - page 12

p.c.f. :

la mise à nu

Les événements de l'été et l'apparition d'un débat en son sein poussent le P.C.F. à répondre au dilemme : se rénover ou mourir.

Au parti socialiste ou dans toute autre organisation démocratique, l'abstention de six membres des instances dirigeantes lors d'un vote important passerait pratiquement inaperçue, ou du moins ne surprendrait pas outre mesure. Lorsqu'il s'agit du parti communiste, le geste prend une toute autre dimension et devient historique : il faut en effet remonter aux premières années d'existence du P.C.F. pour constater un refus du comité central d'avaliser unanimement une résolution du bureau politique. L'avènement de Staline a brisé toute démocratie interne au sein du P.C. Un de ses fondateurs, Boris Souvarine, disparu il y a quinze jours, a quitté le parti dès l'instant où le comité central n'était plus que la caisse de résonance du bureau politique, lui-même voué aux décisions du secrétariat général. C'est ce système pyramidal, fortement centralisé et très peu démocratique, que le vote du 30 octobre ébrèche modestement, mais de façon significative.

Déjà, en septembre, le rapport de Georges Marchais, première mouture du projet de résolution du 25ème congrès, n'avait pas fait l'unanimité devant le comité central : Félix Damette s'était abstenu, et cette opposition solitaire inclinait à penser que les «rénovateurs» avaient définitivement cédé devant les «conservateurs». Le cours des événements montre au contraire un mouvement d'humour beaucoup plus profond qu'il ne paraissait. Désormais, il existe bel et bien deux tendances au sein du Parti communiste, et non pas une simple contestation limitée aux intellectuels comme en 1978 où l'opposition d'un dirigeant isolé (l'«affaire» Garaudy, que la direction a tenté vainement de reproduire avec Pierre Juquin).

A l'origine de la brèche dans le monolithisme de façade, le score pitoyable de 11% aux élections européennes et le départ des ministres communistes du gouvernement : après trois années de com-

promission dans une politique social-démocrate qui accéléra sa perte d'identité, le P.C.F., brusqué par les événements qu'il ne contrôle plus, décide le saut dans l'aventure. Contre son électorat demeuré largement unitaire, il quitte la majorité présidentielle sans rejoindre pour autant l'opposition. Il campe dans un néant politique, son groupe parlementaire n'a aucune influence sur les votes, ses mouvements de revendication ne sont pas suivis (la rentrée sociale n'a pas suscité d'actions spectaculaires, le mouvement pour la paix s'essoufle). Paradoxalement, cette brusque confrontation du P.C.F. avec sa propre, probable

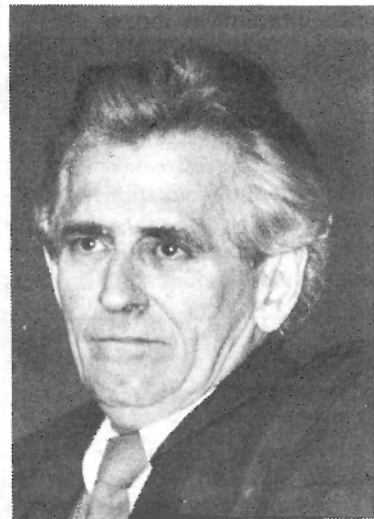


Pierre Juquin : remettre en cause le centralisme «démocratique».

et toute proche inexistence est l'ultime chance du mouvement communiste de repenser sa place dans la société française, tel que l'exprimait un militant de Meurthe-et-Moselle dans «Révolution» de début juillet : «Nous sommes au seuil de la disparition du parti si un sursaut n'est pas opéré».

La première surprise du projet de résolution du 25ème congrès c'est que le P.C. cesse en partie de se mentir à lui-même et aborde crûment la dure vérité : le parti s'est trompé pendant un quart de siècle, l'«Union de la gauche» n'était qu'une stratégie politicienne au service d'un P.S. «social-dé-

mocrate», le Programme commun du miel pour attraper les mouches. Toute une génération venue au parti au cri d'«union, action, programme commun» admet douloureusement mais un peu tard que «l'objectif fondamental de François Mitterrand» n'a jamais cessé d'être «l'affaiblissement du P.C.F.». Néanmoins, la lucidité du P.C. a ses limites : dénoncer l'illusion lyrique de l'«Union de la gauche» était nécessaire, faire de cette stratégie la cause exclusive du déclin communiste revient à s'enfermer dans un nouvel aveuglement. Jamais le projet de résolution ne conçoit que le «recul de l'influence du parti», le «ralentissement sensible du recrutement» soient la conséquence d'un tarissement intellectuel, d'une incapacité à penser un monde en complète transformation.



Roland Leroy : pour une bataille idéologique acharnée.

Plus grave encore pour l'avenir du P.C. est le remède que l'on oppose au mal : le retour aux valeurs traditionnelles d'un communisme primaire (au sens de premier, pré-marxiste), d'une sorte de fondamentalisme que traduisent les appels à «une bataille politique et idéologique acharnée», «un combat de classe acharné» et surtout la référence au «rassemblement populaire majoritaire» : sous ce vocable énigmatique (comment aspirer à la majorité lorsqu'on représente 11% de l'électorat ?) réapparaît la vieille théorie spontanéiste qui rêve un soulèvement des masses autour de quelques «objectifs anti-crise», en dehors de toute perspective politique immédiate. Le P.C.F. espère impulser un front exclusivement syndical qui «devrait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existées dans le passé». A cette dernière phrase extraite du projet de résolution du 25ème congrès, on perçoit la régression

du Parti communiste, son repli sur un phantasme d'identité et les incohérences inéluctables qui en découlent : les concessions à la mode néo-libérale (les appels à la base, l'insistance inhabituelle sur l'autogestion), à l'idéologie sécuritaire («Dans toute la société, l'insécurité, les tensions s'accroissent. L'usage de la drogue se développe»), la surprenante main tendue au patronat des P.M.E. et aux petits commerçants (initiatives de sections dans le département du Cher), la soumission à l'esprit technocratique et au rejet de la politique (la promotion dans les médias de l'économiste Philippe Herzog et l'effacement du tribun Georges Marchais.)

Devant de tels aveux et un si grand vertige, les militants ne peuvent manquer de s'interroger : comment avoir confiance en des responsables politiques qui ont commis erreur sur erreur, en conviennent mais s'accrochent malgré tout à leur pouvoir ? Comment croire une direction qui admet 25 ans d'errements mais conclut que «le parti a bien résisté aux épreuves récentes» ? La préparation du congrès accentue les interrogations et intensifiera le débat interne déjà bien engagé. Entre l'écriture de bois de «L'Humanité» dirigée par Roland Leroy, actuel chef de file des «conservateurs» et l'esprit d'ouverture, parfois l'audace, de «Révolution» animé par Guy Hermier, il y a deux conceptions de l'avenir du parti : celle des «conservateurs», avec le projet de résolution que nous avons analysé, celle des «rénovateurs» qui redoute une marginalisation du P.C. dans un délire anti-socialiste et pro-soviétique, comme il arrive dans les autres social-démocraties. Les «conservateurs» ont reconnu de facto l'influence des «rénovateurs» en prenant le train en marche dans la défense de Jacques Abouchard, allant jusqu'à suspendre leurs relations avec le parti afghan et critiquer ouvertement l'U.R.S.S.

En définitive, la seule question qui vaille est de savoir si le P.C.F. saura accomplir cette «révolution culturelle» que le ministre Marcel Rigout appelait de ses vœux et remettre en cause le «centralisme démocratique» comme le souhaitait Pierre Juquin. Faute de quoi le Parti communiste d'aujourd'hui subira le sort du parti radical d'avant-guerre : une lente et inexorable marginalisation.

Emmanuel MOUSSET

la querelle de l'emprunt giscard

Empruntez, empruntez, il en restera toujours quelque chose...
La querelle de l'emprunt «Giscard» est momentanément retombée, mais, outre qu'elle peut donner lieu à quelques observations intéressantes, elle rebondira certainement lorsque le budget reviendra de la discussion au Sénat.

Lancé le 16 janvier 1973 (M. Giscard d'Estaing étant un ministre de l'Economie et des Finances compétent) l'emprunt 7%-1973 bénéficie d'une double indexation ou, si l'on préfère, d'une indexation à «deux vitesses». En effet, il est stipulé que «le capital et l'intérêt sont assortis d'une garantie de change, reposant sur l'unité de compte agricole européenne». Subsidièrement, une indexation sur l'évolution du cours du lingot d'or est également prévue. Or, après la signature des accords de la Jamaïque de 1976 auxquels V.G.E., président de la Républi-

que compétent, avait souscrit, cette seconde clause, de subsidiaire qu'elle était à l'origine, devint principale. En effet, aux termes de ces accords, l'or est démonétarisé et les monnaies «flottent». L'emprunt est donc désormais directement indexé sur l'or. Ce fait explique qu'après avoir rapporté à l'Etat 6,5 milliards de francs, il lui en coûte environ 100 milliards.

Malgré ce coût exorbitant, le mécanisme d'indexation ne pouvait être remis en cause. En revanche, le régime fiscal actuel auquel sont soumis les intérêts

pouvait, lui, être modifié si l'on s'en rapporte à l'article 5 du décret d'émission : le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués «sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs».

Même si les souscripteurs qui ont lu le dit article sont peu nombreux, il est donc abusif d'évoquer une remise en cause de la parole de l'Etat. Que ce genre d'affaire ne crée effectivement pas un climat de confiance pour les petits épargnants, plus enclins à juger sur des impressions que sur des faits précis, est indéniable. Mais à cet égard, le tapage fait par l'opposition la rend tout aussi coupable que ceux qu'elle accuse.

AU DELA DES GRANDS PRINCIPES

Le vote de la suppression des avantages fiscaux liés à l'emprunt «Giscard» apparaît à première vue, comme un simple souci de justice fiscale. En fait, ce vote survient précisément au moment où la droite s'empare sans vergogne de la question des «nouveaux pauvres». La grande presse a brusquement découvert ce problème qui était pourtant déjà sensible sous le précédent septennat. Les organisations caritatives ont enregistré la montée inexorable du phénomène bien avant le mois de mai 1981.

Y a-t-il eu «orchestration» de cette campagne ? Certainement pas, mais les grands médias, par un phénomène habituel de réaction en chaîne, ont soudain découvert un problème qui ne les avait pas attendu pour exister. Et l'opposition faisant, c'est hélas la loi du genre, feu de tout bois, n'a pas hésité à prendre ces «nouveaux pauvres à témoin» pour les besoins de sa propre cause. Même si l'on admet, et c'est notre cas, que les choix économiques actuels (qui succèdent d'ailleurs à une période marquée par l'absence de choix) ont aggravé le phénomène à travers la montée du chômage, on serait en droit d'attendre, sur un sujet aussi dramatique, un minimum de retenue, de dignité et de décence.

Tel n'est pas le cas, mais l'attitude du pouvoir en place est-elle, elle-même, pure et exempte d'arrière-pensées ? La remise en cause du privilège fiscal vient trop opportunément pour qu'on puisse le penser. Face à l'offensive de la

droite sur le terrain de la «pauvreté», la «justice fiscale» offre à point nommé le prétexte à une contre-offensive de la gauche. La faiblesse de l'enjeu renforce cette impression. Si les particuliers étaient 320 000 à avoir souscrit lors de l'émission, une estimation récente ne comptait plus que 250.000 porteurs. Après cette bataille, les ventes aux investisseurs institutionnels vont s'accroître et l'Etat ne récupérera sans doute pas grand-chose par le biais de la fiscalité (seuls les particuliers sont touchés par la récente décision).

UNE MAUVAISE CAUSE POUR L'OPPOSITION

Ainsi, derrière les grands principes se déroule, une fois de plus un affrontement qui est rabaissé au niveau des querelles politiciennes. Ne faut-il pas voir là l'origine du scepticisme et de la méfiance des Français vis-à-vis de la classe politique ?

Que l'opposition, par le truchement de ses «trois chefs», ait choisi cette circonstance pour faire une déclaration commune est attristant. Elle aurait pu choisir un prétexte plus crédible; il n'en manque pas... Par ailleurs, tous les observateurs ont relevé que M. Barre «soutient» V.G.E. avec des pincettes, puisqu'il ne porte pas de jugement «sur le caractère de bonne ou mauvaise affaire de l'emprunt». Sans doute faut-il voir là un trait d'humour !

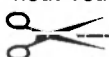
Enfin, M. Giscard d'Estaing ne manque pas d'aplomb en déclarant que «pour une fois l'épargnant n'aura pas été volé». Certes ! Mais les millions de contribuables pour lesquels le problème du placement d'une épargne impossible ne se pose même pas étaient en droit d'espérer que l'Etat ne paie que le juste prix.

Plus sa cause est indéfendable, plus Giscard crie fort, afin de préserver son image de «compétence». Ce faisant, il sacrifie à une règle non écrite, mais immuablement respectée par tous les hommes politiques : ne jamais avouer une erreur. Qui sait ? Si un responsable admettait un jour : «Oui, en telle circonstance, je me suis trompé», les Français lui en sauraient peut-être gré. On peut rêver. Cela au moins ne coûte rien...

Alain SOLARI

AUX EDITIONS «ROYALISTE» PARUTIONS NOUVELLES

Les deux ou trois semaines à venir seront particulièrement riches en publications nouvelles. A côté des revues bien connues de nos amis comme «Cité» ou le «Lys Rouge», on compte une nouvelle brochure de propagande et un recueil de poésies. Afin de nous permettre d'ajuster au mieux les tirages, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir passer vos commandes dès aujourd'hui, (les dates de parution ne sont qu'indicatives, nous vous tiendrons au courant au fur et à mesure).



BULLETIN DE COMMANDE A RETOURNER A
«ROYALISTE», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
tout règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

commande

- ☐ La brochure de Bertrand Renouvin : «Monarchie et Démocratie», 46 pages, à paraître vers le 20 novembre 14 F franco
- ☐ Le numéro 9 de «Cité» sur les relations intellectuelles entre les dissidents de l'Est et l'Occident, 58 pages (fin novembre) 15 F franco
- ☐ Le numéro 21 du «Lys Rouge», 28 pages, parution pour le 17 novembre 12 F franco
- ☐ «Kerananaon», recueil de poèmes de Laurent Bourdelas, 60 pages (format 12 x 9 cm), parution prévue pour le 30 novembre, prix de souscription : 24 F franco
- ☐ Rappel : la brochure à grand tirage parue il y a quelques semaines «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?» 12 F franco

Indira Gandhi s'était initiée aux subtilités de la politique en tant que collaboratrice de son père, Nehru, alors premier ministre de l'Union dans les années 50.

**«UNE DAME DE FER»
INDIENNE**

Lorsque ce dernier meurt en 1964, Indira engage une lutte d'influence qui aboutira, en 1966, à sa nomination au poste de premier ministre. Dès lors se déroule une carrière où les coups d'éclat ne manqueront pas. En 1969, elle est expulsée de son parti et forme un nouveau Congrès. En 1975, la justice annule son élection. Indira réplique en décrétant l'état d'urgence et en jetant en prison les opposants. La popularité de la fille de Nehru s'effondre sous le poids des scandales (où son fils-dauphin Sanjay est lourdement impliqué) et des mesures d'exception. En 1977, c'est la débâcle électorale. Indira connaît même la prison ! Ce n'est toutefois pas suffisant pour briser sa volonté et en 1980, elle prend une revanche éclatante

interrogations sur l'inde gandhienne

La dernière «impératrice des Indes», est tombée sous les balles de ses gardes Sikhs après avoir fait subir à une minorité religieuse un affront intolérable. Son héritier saura-t-il se montrer assez royal pour pardonner et présider aux destinées de ce que certains appellent déjà la quasi-monarchie indienne ?

en retrouvant ses fonctions à la tête de l'Inde. Mais cette même année, Sanjay se tuait accidentellement. Rude coup d'autant plus que l'autre fils, Rajiv, ne se passionnait pas particulièrement pour la chose politique.

L'ERREUR

C'est pourtant à lui qu'échoit la charge de succéder à Indira dont l'erreur fatale aura sans doute été de faire donner l'assaut

au lieu saint de la religion Sikh, le temple d'Or d'Amritsar. Un effroyable massacre. Désormais, la rupture est consommée avec la communauté Sikh qui réclame la constitution d'un état souverain, le Khalistan. Face à ces prétentions, Rajiv Gandhi, le néo-premier ministre, va-t-il pouvoir s'imposer alors que son autorité est incertaine sur son propre parti ? Peut-il ou veut-il mettre fin aux exactions dont sont victimes les Sikhs depuis l'assassinat d'Indira ?

On peut toutefois penser que l'antagonisme entre Sikhs et Hindous ne suffira pas à mettre sérieusement en péril l'unité indienne. Les Sikhs ne représentent en effet que 2 % de la population et les violences dont ils sont actuellement victimes constituent des phénomènes urbains et donc, limités, dans un pays essentiellement rural. Par contre, il n'est pas certain que la désignation de Rajiv Gandhi, héritier certes d'un nom symbolique en Inde, suffise au Parti du Congrès pour conserver une position majoritaire. Après son retour aux affaires en 1980, Indira était retombée dans les errements autoritaires. Y-aura-t-il un nouveau consensus national autour de la dynastie Gandhi après le drame qui vient de la frapper ? Contrairement à son frère défunt, Rajiv ne traîne pas derrière lui d'encombrantes casseroles mais il faudra qu'il affirme rapidement son autorité à la tête d'un sous-continent dont les destinées ne sont indifférentes ni aux Etats-Unis, ni à l'Union Soviétique...

Antony SPANO

le martyr polonais

L'assassinat du Père Jerzy Popieluszko est un mauvais coup porté à tous les acteurs du conflit qui, en Pologne, oppose le régime du général Jaruzelski à la Société civile incarnée par Solidarité.

Le Père Popieluszko dès août 1980, dans la paroisse des aciéries de Varsovie, était devenu non seulement l'aumônier de Solidarité mais aussi l'un de ses militants les plus actifs, n'hésitant pas deux mois après le coup d'Etat de Jaruzelski à célébrer des messes pour la patrie au cours desquelles il dénonçait les mensonges du pouvoir et ses atteintes aux droits de l'Homme et cela chaque mois. C'est dire que, devenu la bête noire du pouvoir, ce prêtre faisait partie des «extrémistes» de Solidarité. Son enlèvement le 19 octobre, ne pouvait, semble-t-il, qu'être l'œuvre du régime et le pire était alors à craindre. Cela faisait aussitôt penser aux procédés latino-américains de «disparition» des opposants.

Cependant Lech Walesa prouvait son sens des responsabilités en dénonçant dès le début «la salo-

rie qu'on nous a faite, à nous tous, du premier ministre à l'homme de la rue», et par des appels au calme renouvelés. Par là-même il tendait une perche au pouvoir en l'exonérant de toute responsabilité. La confirmation de la mort du Père Popieluszko et les aveux d'un officier et de deux agents des services de sécurité n'ont pas fait tomber les Polonais dans le piège où les assassins du prêtre souhaitaient les entraîner : susciter de violentes manifestations qui auraient servi de prétexte à une non moins violente répression.

De même, Lech Walesa a confirmé sa volonté de dialogue avec le pouvoir en déclarant : « Cette mort doit servir pour la construction de la paix sociale. C'est pourquoi j'appelle, au nom du bien suprême de la Pologne et des Polonais, tous les responsables, aussi bien ceux au pouvoir que les mili-

tants et structures de Solidarité, la T.K.K. (direction clandestine du syndicat) y compris, à ouvrir un plein dialogue. L'épiscopat polonais est une partie indispensable de ce dialogue. J'en appelle à toute la société polonaise, aux travailleurs et à la jeunesse en ces jours de deuil qu'un silence funèbre règne en Pologne, mais un silence plein d'espérance».

C'est au régime en place de faire un geste s'il le peut encore. Il doit prouver sa bonne foi en démasquant tous les responsables de l'assassinat du Père Popieluszko, si haut placés soient-ils. Le

général Jaruzelski ne gagnera un peu de crédibilité, au terme de l'enquête, que s'il n'hésite pas à purger l'appareil de répression voire le secrétariat et le bureau politique de ses «extrémistes». Le martyre du Père Popieluszko sera alors l'occasion dont on veut croire qu'elle n'a pas été provoquée de façon machiavélique pour le pouvoir d'entamer un véritable dialogue, trop longtemps refusé, avec la société sur laquelle il est artificiellement plaqué. C'est le seul moyen d'atténuer la crise polonaise actuelle.

Philippe LABARRIERE

demandé de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

la croissance en question

«Toute amélioration nette de l'emploi, passe par une certaine croissance». «J'ai souvent dit que le seul moyen de faire reculer le chômage, était de retrouver un taux de croissance supérieur à celui de nos partenaires». Ces deux petites phrases prononcées début juillet, l'une par Laurent Fabius, alors tout nouveau premier ministre, l'autre par Pierre Bérégovoy, et le débat qui s'est ensuivi dans l'opposition comme dans la majorité se trouvent à l'origine de ce dossier.

En quoi la croissance peut-elle contribuer à un redressement de la situation sur le marché du travail? Une nouvelle relance de l'activité économique est-elle souhaitable ou bien sommes nous condamnés à l'austérité pendant quelques années encore? Devons-nous penser la croissance dans les mêmes termes qu'en 1971.72 - date de parution d'une étude réalisée par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) pour le club de Rome (1) -

ou bien est-il possible d'envisager une croissance différente de celle que nous avons connue entre 1945 et 1973?...

C'est à toutes ces questions et à bien d'autres encore, qu'il est impossible d'évoquer ici sous peine de transformer cette présentation en un inventaire digne de Prévert, que nous essaierons de répondre dans ce numéro et dans les suivants. Dans un premier temps nous avons replacé le débat dans un contexte historique précis et étudié en quoi, la situation économique actuelle est le résultat logique de l'évolution du système capitaliste. Par la suite nous tenterons une analyse critique de thèses publiées récemment qui sont autant de réponses aux problèmes que nous venons de soulever. Pour clore le dossier nous interrogerons des économistes de toute obédience afin de nous faire une idée des mesures concrètes de politique économique à adopter pour sortir de la crise.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les principaux pays capitalistes développés connaissent une croissance économique très rapide. Ainsi au cours de la décennie 1950-1960, le Produit National Brut (PNB) du Japon augmente de 9,5 % l'an en moyenne ; celui de l'Italie, de 5,5 %. En ce qui concerne la France, bien que l'expansion soit régulière et se fasse sans fluctuation, comme ce fut le cas dans l'entre-deux-guerres, on peut distinguer cinq grandes périodes auxquelles correspondent cinq paliers.

1945-1951 : période de reconstruction au cours de laquelle le taux de croissance flirte avec la barre des 10 % en 1947, et celle des 13 % en 1948. Ces taux très élevés sont dus non seulement au fait que le pays redémarre de zéro mais aussi à l'injection dans le circuit économique de deux milliards de dollars (somme allouée à la France dans le cadre du plan Marshall).

1951-1957 : l'expansion s'accompagne d'une importante inflation. Aussi pour revenir à la stabilité des prix le gouvernement de l'époque par l'intermédiaire d'Antoine Pinay, préconise une politique de déflation qui aboutit en 1952-53 à un ralentissement de la croissance. Une fois la hausse des prix endiguée l'expansion reprend à un rythme annuel de 6 %.

1957-1963 : le même schéma se reproduit. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes sont appliqués (deuxième intervention de

Pinay) et en 1959 la croissance économique peut repartir sur des bases saines.

1963-1969 : une nouvelle fois la croissance inflationniste est maîtrisée (plan de stabilisation de Giscard D'Estaing) mais la machine a du mal à redémarrer d'autant qu'en fin de période les événements de 1968 viennent briser son élan et que le départ du Général en 1969, vient remettre en cause la politique économique.

1969-1973 : la croissance reprend de nouveau avec un taux d'inflation élevé que le gouvernement ne parvient pas à juguler et déjà certains éléments (guerre du Viet-Nam, l'échec des négociations autour des accords de Bretton-Woods) annoncent la fin d'une période faste pour l'économie dans la mesure où grâce à la croissance le chômage fut relativement faible et où le niveau de vie global fut considérablement augmenté.

LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA CROISSANCE.

Les explications généralement fournies pour rendre compte de cette situation sans précédent dans l'histoire mondiale quant à son rythme et à sa durée, restent hélas trop conjoncturelles.

Dans leur remarquable ouvrage (2) MM.Carré, Dubois et Malinvaud montrent que 1 % de la croissance quantitative du PNB s'explique par une augmentation

du travail et du capital ; 2 % s'expliquent par une meilleure formation professionnelle, une plus grande mobilité des travailleurs et la modernisation des équipements. Reste ce qu'ils appellent un résidu de 2 % qu'ils ne savent pas à quoi attribuer, si ce n'est au progrès technique ou à une plus grande ardeur au travail des Français. Ce résidu ne saurait être expliqué non plus par les politiques économiques suivies par les gouvernements, ni par l'augmentation de la consommation finale de biens industriels elle-même provoquée par une augmentation des salaires réels entre 1950 et 1973. Ces raisons, si elles sont recevables n'en sont pas moins secondaires et ne peuvent suffire à expliquer l'ampleur du phénomène.

Les raisons fondamentales sont à chercher dans les structures mêmes du système capitaliste et dans le degré d'évolution auquel étaient parvenus tous les pays capitalistes développés en 1945. En effet, depuis le début du siècle le capitalisme concurrentiel né avec l'industrialisation au XIXe siècle cède peu à peu la place à un capitalisme de type monopoliste qui atteint son apogée après la crise de 1929. Cette nouvelle phase se caractérise par une concentration accélérée des entreprises. Ainsi à la fin des années 60 moins de 200 des 200 000 firmes américaines possédaient à elles seules 60 % du capital national ; au Japon six géants de l'industrie produisaient 50 % du PNB ; en France, 20 %

des firmes industrielles traitaient 90 % des affaires. Enfin, sur l'ensemble du marché occidental, 75 % de la production provenait



Parmi les retombées négatives de la croissance

de 1 000 à 2 000 entreprises seulement (la plupart d'origine américaine).

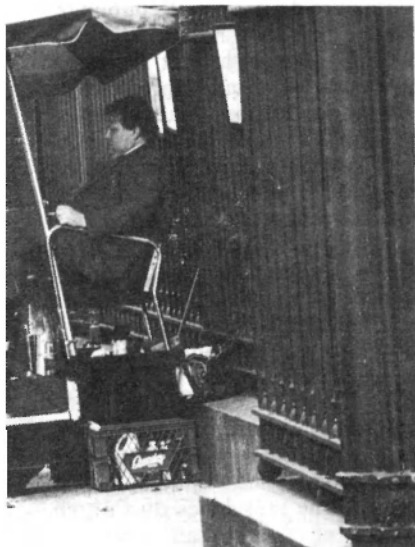
Ces effets de concentration se trouvent renforcés par une centralisation du capital financier entre les mains de quelques grands centres de contrôles. A titre d'exemple, à la fin de la période, aux Etats Unis, parmi les 200 plus grandes sociétés américaines, trente sont contrôlées par quatre groupes (Morgan, Mellon, Rockefeller et Hanne-Cleveland) et plus de 50 en subissent l'influence. De plus au cours de la période 1945-1970, avec l'essor de Firmes Multina-

tionales qui dominent le marché mondial et imposent leurs volontés aux Etats-Nations, on assiste à une internationalisation du capital. Petit à petit, les mentalités changent, la recherche du profit n'est plus le but unique de la grande firme. La conquête des marchés nouveaux qui permettent à la multinationale d'étendre sa domination devient la préoccupation première des dirigeants de l'entreprise qui espèrent en tirer du prestige et ainsi accroître leurs pouvoirs. En résumé pour reprendre le mot de John K. Galbraith : «C'est l'emprise progressive de la grande entreprise sur la vie économique et politique qui a fait de la croissance l'objectif privilégié.»

REMISE EN CAUSE

Après trente années de croissance ininterrompue on assiste à la fin des années soixante à une remise en question des valeurs sur lesquelles s'est bâtie la société de consommation.

C'est tout d'abord la mise en évidence par le mouvement de contestation issu de 68 des effets pervers de la croissance. On découvre alors que le système sur le-



e : l'accentuation des inégalités sociales.

quel est fondée la mesure du PNB ignore toute prise en compte des nuisances, des prélèvements sur les ressources naturelles, des rapports avec le milieu écologique et même de l'usure du capital. De plus, la réponse à certaines incommodités, au lieu d'apparaître comme un coût social à déduire de la valeur de la richesse produite, lui est ajoutée. Ainsi comme le montre Ivan Illich, les frais de transports urbains des travailleurs dont les logements sont de plus en plus éloignés de leur lieu de travail par une politique urbaine insensée, alors qu'ils représentent une perte

de temps, d'énergie et de pouvoir d'achat, pour un intérêt nul sont comptabilisés dans la valeur globale du produit brut. Il en est de même de coût de la lutte antipollution. L'indicateur qui sert à mesurer la croissance économique permet encore de dissimuler l'inflation. Ainsi un grand nombre de produits nouveaux qui apparaissent sur le marché ne sont que des produits déjà existants plus ou moins modifiés avec un prix fortement majoré sans que l'indice des prix en soit influencé puisque précisément comptabilisé par l'INSEE au titre de produit nouveau. On s'aperçoit enfin que la croissance, présentée pendant trente ans comme la panacée, dans la mesure où elle permettait de résoudre un certain nombre de problèmes sociaux, accentue les inégalités.

C'est ensuite avec la publication des travaux du MIT, la découverte des limites de la croissance. Cette étude rend compte de trois types de menace qui pèsent sur nos sociétés : la progression accélérée de la pollution, l'épuisement des ressources naturelles et la surpopulation. Toutes les forces mesurées ont une croissance exponentielle. Chacune influe sur les autres et est à son tour influencée par les autres. Ce qui a pour effet de conjuguer les tensions croissantes sur notre planète à un rythme effrayant. La population mondiale, qui a mis cent ans pour passer de un à deux milliards et seulement trente pour passer de 2 à 3, n'aura besoin que de trente trois ans pour passer de 3,5 à 7 puis d'encore à peine trente pour passer de 7 à 14 milliards sauf famine, épidémie, guerre et/ou contrôle massif des naissances. Le même phénomène s'observe toujours selon les chercheurs du MIT, en ce qui concerne les ressources naturelles qui s'épuisent encore plus rapidement à mesure que les générations successives exigent des niveaux de vie plus élevés. Enfin s'il est plus difficile de préciser quelles sont les limites supportables de la pollution, car il n'existe que peu de données d'ensemble, les résultats de l'étude sont formels : tous les agents de pollution ont une croissance plus rapide que celle de la population mondiale. Pour suivre l'interaction de ces forces, les auteurs ont construit un «modèle mondial» qu'ils ont fait passer sur ordinateur, en utilisant les valeurs connues de 1900 à 1970. La tendance apparaît clairement comme allant vers le dépassement et l'effondrement.

Les auteurs ne proposent pas de solutions et ne disent pas non plus que le monde doit aller jusqu'au dérapage final catastrophique. Ils mettent simplement en avant une série d'options pour nous aider à aller délibérément de la croissance vers l'équilibre avant que les forces naturelles ne s'en chargent de manière inévitablement plus désastreuse. Selon l'ordinateur, il est encore temps.

On peut avancer face à ce genre de modèle trois séries de critiques qui ont été développées au début des années 70 et sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Evoquons-les cependant pour mémoire. La première concerne la méthode qui a présidé à sa construction ; la deuxième tient à une certaine sous-estimation des possibilités de la science et de la technique ; la troisième enfin vise l'absence de toute référence aux systèmes économiques qui mettent en œuvre ces effets négatifs.

Mais il y a plus grave : cette étude se trouve à l'origine de plusieurs erreurs dangereuses. La première consiste à faire le procès de la croissance en posant seulement la question de son ralentissement sans évoquer le moins du monde son contenu. La seconde tient à la fascination du chiffre zéro. Il n'y a aucune raison pour que les contradictions écologiques et humaines de la croissance se trouvent surmontées à partir du moment où la croissance zéro est atteinte. Cette simplification abusive évite de définir sérieusement les objectifs qu'il faut se fixer et les différents moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ainsi que les orientations nouvelles à élaborer dans différents secteurs de l'activité sociale. La troisième erreur consiste à négliger totalement les problèmes de pauvreté et d'inégalités sociales qui engendrent partout un pressant besoin de croissance.

Enfin, troisième élément, facteur de remise en cause de la croissance, après les problèmes rencontrés concernant les moyens statistiques mis en œuvre pour quantifier le taux de croissance du PNB et le rapport du Club de Rome : l'inflation. En effet s'il est un problème que la croissance n'a pu résoudre et a au contraire contribué à accentuer c'est bien celui de la hausse des prix. Le phénomène s'explique par plusieurs séries de causes concourantes. La première est induite par la structure même du système capitaliste contemporain. La firme géante est en mesure d'imposer sur le marché des prix supérieurs à la somme des

coûts de production et à la marge de profit. Cet effet est d'ailleurs renforcé par le caractère multinational des principales entreprises. La seconde série causale trouve son origine dans les luttes sociales : les travailleurs organisés exercent une pression sur le taux de leur rémunération c'est-à-dire sur la part du Revenu National qui doit leur revenir ; mais les firmes géantes dont l'intérêt est opposé à celui des salariés ont tendance à encourager l'inflation pour leur reprendre une partie des hausses de salaire concédées. Le mode de création monétaire qui a changé au cours des trente dernières années, dans la mesure où l'Etat renonce à ses prérogatives en la matière et laisse l'initiative aux banques (cf. la répartition des contreparties de la masse monétaire), constitue la troisième cause expliquant l'inflation.

QUE FAIRE ?

On s'aperçoit aujourd'hui, après dix ans de récession, que les problèmes posés à la fin des années soixante n'ont pas trouvé de solutions. Certes ceux-ci peuvent difficilement être résolus en terme de taux, mais c'est plutôt le type de croissance qu'il s'agit de définir. La croissance envisagée comme phénomène quantitatif n'est plus aujourd'hui possible matériellement car il faut bien voir comme le souligne François Simon (3) qu'en «1984, avec une croissance de 2 %, on crée autant de biens et de services supplémentaires qu'on en créait avec une croissance de 5 % il y a vingt ans». De plus «la proportion des ménages ne possédant aucun des trois principaux biens d'équipement du foyer (réfrigérateur, machine à laver le linge et téléviseur) est passé de 70,7 % en septembre 1957 à 1,8 % au début de 1983». (4).

Une nouvelle croissance qui serait orientée vers une amélioration qualitative du niveau de vie comme le souhaite André Grjebine (5) est désormais nécessaire si l'on veut que la politique de relance réussisse. Ce thème sera l'objet du prochain article.

Patrice LE ROUE

- (1) Halte à la croissance. Fayard 1972.
- (2) La croissance française. Un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre. Le Seuil, 1972
- (3) Le Monde du 28 juillet 1984
- (4) Selon une enquête de l'INSEE citée par F.Simon
- (5) L'Etat d'urgence, Flammarion, 1983.

portrait d'un homme d'état

Catherine Nay a voulu tout savoir et tout dire de «l'inconnu le plus célèbre de France». Au terme de l'entreprise, le président de la République, n'est pas forcément dépossédé de ses mystères. La complexité de son caractère, les méandres de sa carrière, les strates diversifiées de sa culture, le contraste de ses engagements n'en sont que plus accusés en dépit du principe d'unité qui donne au livre son fil conducteur : l'histoire d'une ambition. En journaliste qui fait profession d'irrespect, l'auteur manie souvent l'ironie avec délectation. «Athée du mitterrandisme», elle n'est tenue à aucune des pudeurs de ses prédécesseurs qu'elle assassine d'un mot infiniment cruel, «biographes pieux». Manque-t-elle pour autant de ce minimum de sympathie nécessaire à la compréhension d'autrui ? Disons que son personnage l'amuse, comme l'amuserait un personnage de roman. Or, c'est bien cela qu'elle a cru découvrir tout au long d'une vie et d'une carrière. Mais au centre de tout, au principe, il lui faut d'abord reconnaître ce sans quoi François Mitterrand ne serait pas parvenu au sommet : une volonté inflexible et qui n'est jamais aussi forte que dans l'adversité.

Que demander de plus à un homme politique, en charge de son pays ? On voit bien d'autres qualités, mais en général elles sont liées au caractère volontaire de l'homme d'action : la lucidité, l'aptitude à choisir, une certaine hauteur de vues, quitte à peiner les inconditionnels de l'hostilité au président, qui pourront d'ailleurs aller picorer ici ou là dans le livre de Catherine Nay de quoi nourrir leurs passions, je ne vois rien qui dans cette carrière tumultueuse minutieusement retracée, puisse être allégué comme défaut rédhibitoire pour un homme d'Etat. Comment, répondront certains, pouvez-vous vous accommoder des variations de quelqu'un qui passe de la droite la plus déclarée à la gauche unie aux communistes ? De telles palinodies qui ont toujours fait le bonheur du dictionnaire des girouettes, devraient au moins inciter à la méfiance. Homo duplex ? On l'a dit également de Charles de Gaulle. Avec le temps, on finit toujours par s'apercevoir que ce que l'on croyait vice, la duplicité, n'était jamais que la faculté de mesurer l'adversité et de défier la difficulté qui en histoire est lot commun au mépris des vérités trop simples de la morale domestique.

Pour en revenir au personnage lui-même, rien ne vaut pour peindre son portrait moral, un article publié dans «L'Ephémère», journal du camp de prisonniers, que dirigeait François Mitterrand. Le rédacteur qui signe Asmodée a-t-il fait carrière par la suite ? Son étonnant talent lui aurait valu un destin flatteur d'écrivain.

«Tel Vautrin, François Mitterrand est l'homme aux incarnations multiples. Il a en effet le don d'ubiquité et je le soupçonne fort d'être en possession du secret redoutable du dédoublement de la personnalité. Nouveau Janus, on le voit ici, élégant rédacteur du journal, fin lettré, philosophe perspicace et subtil et on le rencontre là Sanitaire, ponctuel et affairé, dévoué à la cause d'Hypocrate... Il ne faut pas oublier que Mitterrand a un culte intime pour l'aristocratie, c'est-à-dire qu'il est incessamment consumé par les flammes dévorantes du lyrisme, de la beauté, de l'élévation de la pensée. Il est au physique une créature simple et tranquille qui

a l'air comme Marianne d'être conservée dans le miel. Qu'on ne s'y trompe pas, il a comme l'abeille le nectar et l'aiguillon. Il a l'esprit ironique et l'âme tendre, il a du cœur... Cela permet à Mitterrand de traverser la vie avec des lunettes roses... Mais Mitterrand est un sage plein de scepticisme qui ne saurait avoir l'avis-sante abnégation de l'esclave Epictète et à travers ses lunettes roses, ses prunelles bistre voient tout en noir. Pourtant comme il faut dire avec l'élégiaque latin : «Je suis doucement lié par une chevelure blonde et des bras délicats».

Cette dernière note tendre s'explique sans doute par un amour que la guerre brisera. Elle est loin d'être indifférente à la compréhension de cet homme dévoré par la chose publique, mais attentif à son jardin secret. Peu de politiques cultivent cette sorte d'art de la liberté.



par
Gérard
Leclerc

Les continuels retards à ses rendez-vous, ses curieuses manies (la liasse de papiers, ce «petit tas de secrets», qu'il sort de sa poche avec délectation) creusent la distance avec le réel, mais en permettent la maîtrise supérieure. A chacun son style. Ce qui pourrait être chez un autre laissez-aller n'est pour lui que respiration. Dès qu'il faudra s'engager au plein feu, il répondra présent avec une pugnacité étonnante. Cet homme volontiers bucolique qui n'aime que les marches rêveuses est capable de prendre tout le monde de vitesse lorsqu'il le veut. Je n'entends pas le disculper de ses éventuels faux pas, sous-estimer ses défauts et faire l'apologie unilatérale de sa présidence. Ce qui m'intéresse d'abord, c'est cette stature de politique qui n'est pas si commune et qui s'est révélée précieuse pour notre pays en des circonstances que l'histoire retiendra.

Les défauts de la cuirasse existent certes. Ils ne sont pas toutefois ceux qu'imaginent des ennemis que la malveillance égare. Catherine Nay que n'aveugle ni l'amitié ni l'inimitié éclaire ainsi les deux affaires dont François Mitterrand eut à souffrir le plus et qui pèsent encore au point de le rendre définitivement suspect à beaucoup. Passons sur l'affaire dite des fuites où l'on voulut ternir définitivement son honneur, mais où le moindre soupçon ne résiste pas à l'énoncé brutal des faits. L'affaire dite de

l'Observatoire a laissé plus de traces, non parce qu'il s'y serait montré trop roué, mais parce qu'il s'y est montré faible. Faible, candide au point de se laisser circonvenir par un ancien collègue de la Chambre, de se laisser lier par un stratagème au point de ne pouvoir dire d'emblée la vérité. Le plus étonnant est qu'il se soit sorti d'un mauvais pas où tous les autres se seraient enfoncés.

C'est qu'il faut revenir à l'étonnant portrait d'Asmodée. Traverser la vie avec des lunettes roses et voir tout en noir ! Cette contradiction, c'est évidemment tout le ressort intérieur du personnage et l'explication de ses ambiguïtés, de ses apparents retournements. Le côté fleur bleue coexiste chez lui avec toute la rouerie florentine, la générosité rêveuse avec le scepticisme aigu de la lucidité. Jean-Marie Domenach a pu confier son désapointement furieux en relisant les écrits «socialistes» du premier secrétaire et en constatant l'absence de toute analyse sociale et économique digne de ce nom ! Rien d'étonnant. Le socialisme de François Mitterrand c'est un rêve de générosité, le sentiment de coïncider avec toute une part de l'histoire de France qui lui était étrangère et à laquelle il veut prêter le concours de sa vertu politique. Mais pour peu que le malheur des temps mette à mal l'illusion lyrique, il sera capable de corriger le tir au point d'entraîner derrière lui tout un parti socialiste qui n'en revient pas.

A diverses reprises Catherine Nay établit comme personne ne l'avait fait avant elle, ce que furent les relations entre François Mitterrand et Pierre Mendès-France, qui ne furent jamais amis en dépit de leurs causes communes et de leur estime réciproque. Le second, déjà statufié de son vivant, conscience morale de la gauche, adversaire buté de la Vème République, diparu alors que le premier, son rival, est monté au sommet qu'il n'a pas atteint. François Mitterrand tout aussi adversaire farouche de de Gaulle et de ses institutions mais visant la place de l'homme qu'il dénonce comme un nouveau Bonaparte. C'est toute la différence, et elle est de taille. En fait, la constitution de 1958, révisée en 1962 convenait, on ne peut mieux à l'homme qui l'avait dénoncée avec le plus de violence. On s'en est aperçu dès le 10 mai 81. Le face à face avec de Gaulle est l'origine de tout, il constitue l'habituel malentendu, la ruse de l'histoire, féconde comme toujours en surprises et en retournements.

Tout part de l'échec d'une rencontre. Avec de Gaulle, le courant ne passe pas à Londres. Les choses se gâtent à la Libération et mai 1958 enlève au ministre de la IVème République tout espoir de parvenir à une présidence du Conseil qui était à sa portée et où il pensait enfin donner sa pleine mesure. Mais Catherine Nay le dit excellemment, s'il avait à l'époque réalisé son ambition, François Mitterrand compterait aujourd'hui au nombre fastidieux des chefs de gouvernement fugaces d'un régime incapable de se survivre. Son opposition à de Gaulle fut la grande chance de sa vie, qui le constitua chef de l'opposition en faisant un éventuel successeur. Il en avait l'étoffe. On peut toujours regretter que les malentendus, la logique du face à face, le système de l'opposition créent tant d'obstacle à l'unité française. Du moins, François Mitterrand pour avoir parcouru toutes les familles spirituelles de ce pays, pour avoir fait son miel de toute notre culture, pour avoir approfondi sans cesse nos contradictions, est-il en position privilégiée pour servir cette unité.

Gérard LECLERC

Catherine Nay -Le Noir et le Rouge, histoire d'une ambition- Grasset, prix franco : 100 F.

un touriste chez big brother

Le monde de Big Brother, l'enfer totalitaire imaginé par Georges Orwell pour l'année fatidique où nous vivons, ne s'est pas réalisé. Et pourtant... A l'Est comme à l'Ouest, il existe par bribes, en filigrane. A l'Est surtout. Puis-je voir vos papiers, camarade ? Que faites-vous là ? (...) et ainsi de suite...

Frontière tchèque, 2ème jour, 14 heures.

Nous avons passé le bureau allemand, sans problème. La file de voitures s'allonge; au loin, le bureau tchèque. On sort du car, on ose une photo. Les véhicules passent au compte-goutte. Le poste est sur la gauche, après la frontière proprement dite. La barrière de sécurité pourrait tenir tête à un char d'assaut; si quelqu'un voulait fuir... On se rapproche. En retrait, à la lisière d'un bois, un mirador; des jumelles regardent, par habitude, les occupants d'une jeep américaine, de l'autre côté à cinq cents mètres... Le car passe enfin. Un policier monte, regroupe les passeports et les visas, les emporte sans les vérifier, ne revient plus... 17 heures, les portes du socialisme s'ouvrent à nous.

C'était un endroit où il était impossible de pénétrer, (...). Jet on n'y arrivait qu'à travers un labyrinthe de barbelés enchevêtrés, de portes d'acier, de nids de mitrailleuses dissimulés.

Frontière tchèque, 5ème jour, 16 heures.

Les barbelés et les champs de mines sont bien visibles, au loin, dans la plaine. On est là comme à l'intérieur d'un immense camp de concentration. Nous, nous pouvons sortir; les enfants que l'on a rencontrés sur la route dans le dernier bourg, et à qui nous avons donné les pièces qui nous res-

Ces notes d'un voyage en Tchécoslovaquie et Hongrie constituent le 3ème volet de notre série sur les pays de l'Est («Royaliste» 412 : «Le silence bulgare», «Royaliste» 413 : «La fragilité yougoslave»). On pourra compléter cette série par la lecture du compte rendu des voyages de Michel Fontau- nelle en URSS et en Chine paru dans les 3 derniers numéros de «Cité».

taient, ne franchiront jamais ces limites, peut-être... En attendant, les policiers tergiversent, ouvrent les coffres: n'a-t-on placé aucun fugitif dans une malle ? Un compagnon de voyage porte une barbe, la photo de son passeport, non. Il reçoit l'ordre de la raser. Il s'exécute comme il peut, dans les toilettes du poste et revient imberbe et conforme. Le policier fait l'appel et rend les passeports.

Le car démarre enfin, traverse lentement la zone interdite, arrive au bureau autrichien. Le douanier somnole et fait signe de passer...

De son poste d'observation, Winston pouvait encore déchiffrer sur la façade l'inscription artistique des trois slogans du Parti:

LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTE C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE

Vers Prague, 2ème jour, 17 à 20 heures.

COCA-COLA a disparu. A l'entrée des villages, sur les routes, des panneaux plus ou moins grands, plus ou moins beaux: MIR, la paix, des colombes blanches sur fond bleu de ciel. Nous voulons la paix. La Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. œuvrent pour la paix, leur amitié est indéfectible... Notre guide tchèque traduit un immense placard frappé de l'étoile rouge: «l'augmentation de votre niveau de vie dépend de l'effort productif de tous»; et d'ajouter: «mais cela n'a pas d'importance...»

Plus tard, elle nous demandera si la frontière franco-allemande fourmillait bien de soldats et de policiers comme on lui avait dit. On lui montra simplement le badge vert qui permet maintenant de passer outre-Rhin sans même s'arrêter...

Y avait-il toujours eu ces perspectives de maisons du XIXème siècle en ruine ? (...) Les réparations, sauf celles qu'on pouvait faire soi-même, devaient être autorisées par de lointains comités.

Prague, 2ème jour, 20 heures. Comment trouver la cité universitaire ? Dans le soir tombant, nous traversons des quartiers sordides, aux murs de briques noircis par la fumée, décrépis et lépreux. Tout semble vieux, suranné, et exhalant un profond ennui; pas un arbre. Le car s'arrête devant une station de bus; des gens au teint gris attendent au bord de grandes flaques d'eau boueuse. Personne ne sait bien... on nous donne une direction. Le quartier est neuf; des immeubles inachevés, et que l'on n'achèvera peut-être jamais, dressent leurs carcasses déjà malades dans le crépuscule. Des



«La Paix c'est la guerre...» Inscription «spontanée» sur un mur de Szentendre (Hongrie).

barques de bric et de broc les entourent... Mais voilà enfin la cité universitaire: blocs de béton tristes dans une campagne sans vie, devenue banlieue. Les bâtiments ont deux ans mais cèdent de partout: les ascenseurs fonctionnent mal, les peintures s'écailent, les ordures, entassées dans de grands sacs de plastique restent dans les couloirs. Les lieux sont surpeuplés: six personnes par groupe de deux chambres ouvrant sur une cuisine et des sanitaires communs, le tout sur moins de 30 m2... Au cours de l'année scolaire, ce sont surtout des étudiants des «pays frères» africains ou asiatiques qui les occupent...

La queue avançait d'une autre saccade. Lorsqu'elle s'arrêta, Winston se retourna encore vers Syme. Chacun d'eux préleva, dans une pile qui se trouvait au bord du

comptoir, un plateau de métal graisseux...

Prague, 4ème jour, 8 heures 30. Nous avons pu enfin obtenir les tickets de petit-déjeuner. Dans les escaliers, les «touristes» russes, ouzbèques ou est-allemands jouent des coudes, habitués qu'ils sont. On prend un plateau, un verre, des couverts; une employée extrait sans cesse des saucisses grasses à l'odeur peu agréable, d'une vaste bassine. On prend aussi un ou deux morceaux de pain; l'attente est terminée. On peut obtenir aussi du thé, vaguement sucré, aux robinets d'un grand réservoir, devant lesquels une nouvelle queue se forme. Dehors, le paysage est triste; le ciel bas...

La rébellion, chez eux, c'était un regard des yeux, une inflexion de voix, au plus, un mot chuchoté à l'occasion...

Budapest, 13ème jour, 11 h.

Le bastion des Pêcheurs, en haut de la colline de Buda, à un petit air de Sacré-Coeur. De là, la vue sur le Danube est magnifique, le soleil est éclatant et fait briller, en bas, les pierres du Parlement. Des étals proposent aux touristes les objets typiques courants, certains sont même jolis: poteries, broderies multicolores, oeufs peints. Il y a quelques minutes, nous avons pris un air de messe, dans la cathédrale Saint-Matthias, pleine de monde, aux toits vernissés à la bourguignonne. Vraiment, La Hongrie a quelque chose de différent... Il y a moins de slogans, les maisons sont en meilleur état, l'atmosphère moins oppressante. La publicité commerciale, qui a droit de cité, donne un décor de liberté... Une délégation de jeunes Soviétiques, venus pour participer à un congrès de Pionniers, est là, près de nous. Ils portent l'uniforme de leur groupe; les filles ont dans les cheveux, d'étranges noeuds de mousseline blanche. Faire une photo ? Une dame âgée s'approche de nous: ce sont des Russes, ils n'ont pas le droit de vous parler, dit-elle dans un français approximatif, puis elle s'éloigne. Nous restons; elle s'approche à nouveau: vous êtes français ? Cela vous étonne, ces costumes... Elle revient un peu plus tard: Vous savez la vie est terrible ici... Nous l'encourageons à s'expliquer: notre pays semble plus libre que les autres, mais c'est une apparence. Je suis roumaine d'origine, c'est pourquoi j'ai appris le français. Les Roumains et les Hongrois ne sont pas des slaves, les Russes les détestent pour cela.

En Occident, vous croyez tout ce que l'on vous raconte. La diplomatie soviétique est la plus forte du monde, elle avance toujours,

(suite page 10)

(suite de la page 9)

elle marque toujours des points. Jamais elle ne recule. Ils veulent le monde...

Dans les yeux de la vieille dame, ancien professeur, on lit, derrière des larmes à peine contenues, tous les désespoirs des occasions manquées, de l'intelligence asservie ; on lit la grande défaite de 1956, Budapest, et Prague et Gdansk et Kaboul...

Revenez me voir cet après-midi, je serai encore là... Mais nous ne pourrions revenir...

Avant la Révolution, ils étaient hideusement opprimés par les capitalistes. Ils étaient affamés et fouettés. Les femmes étaient obligées de travailler dans les mines de charbon (des femmes, d'ailleurs, travaillaient encore dans des mines de charbon).

Budapest, 14ème jour, 10 h.

Le bus roule dans l'avenue de la République. Sur le trottoir, une forme courbée, petite, s'affaire ; vêtue d'un tablier de plastique fluorescent, et munie d'un grand balai. La forme pousse une poubelle, s'arrête, se penche pour ramasser des papiers. Le bus approche et passe : c'était une vieille femme, près de soixante-dix ans sans doute, de longs cheveux gris blancs. Bien sûr, en France, nous faisons travailler des immigrés pour des salaires de misère, bien sûr des vieux ont aussi à peine de quoi vivre ; mais, cette vieille femme balayant la rue...

Ils adoraient le Parti et tout ce qui s'y rapportaient : les chansons, les processions, les bannières, les randonnées en bande, les exercices avec des fusils factices, l'abolement des slogans, le culte du Big Brother.

Balaton, 16ème jour, 19 h.

La soirée est douce au bord du lac. Il fait bon se promener. Sur le gazon de la plage privée du club de vacances pour jeunes, une troupe de Pionniers assise en demi-cercle ; dans un silence religieux, les enfants écoutent... Plusieurs éducateurs, attablés, enseignent doctoralement. En passant, nous entendons les mots de socialisme, de marxisme, qui sont les mêmes dans toutes les langues. Les Pionniers, foulard rouge autour du cou, écoutent dans la lumière qui baisse...

Paris, 23ème jour, 11 heures. Une porte cochère, boulevard Saint-Michel, près du Luxembourg ; un bombage sur le mur de pierre de taille : 1984 2 + 2 = 5. Alors, ici aussi...

Philippe DELORME

nous manquons tous d'être

L'homme de quarante ans est malheureux.

A vingt ans on est cette force vierge qui, tel Tête d'Or, se demande comment s'ajuster à la vie : à vingt ans, l'angoisse est épique. A soixante, j'imagine, elle reçoit de la mort un premier éclairage somptueux : on est cette image définitive que compose l'écriture des Mémoires. Mais l'homme de quarante ans, son image est encore assez plastique pour que la corrige la volonté de peser sur le destin et elle est suffisamment fixée pour que, durcissant par plaques, elle interroge, sur le mode d'une angoisse qui pressent son impuissance : suis-je déjà celui que je parais ?

Le superbe récit de Jean-Claude Guillebaud (1) est malheureux : son narrateur a quarante ans. Médecin sans frontière, il a fait son pain quotidien de la souffrance universelle ; célèbre, il s'est enivré de l'alcool de la société de spectacle ; intelligent, il s'est donné des raisons confortables de paraître, d'agir, de parler. Mais réduit à ces dimensions parisiennes, le récit ne serait que banal, - or c'est l'un des plus bouleversants que j'ai lu depuis longtemps. C'est qu'il se double d'une réflexion sur le rapport à l'autre et d'une réflexion en acte sur l'écriture.

L'ouvrage se présente comme une confession. Le narrateur a une mère, - la Reine, à l'endroit de

qui ses sentiments apparaissent au fur et à mesure que se précise le travail de l'écriture comme de plus en plus ambivalents, faits de haine et d'amour, faits de fascination irritée. Pour tout dire et pour faire vite, la Reine est modèle mimétique, le narrateur est un disciple en voie de lucidité (tout homme est gouverné ensemble par une dérisoire volonté d'autonomie et par un attachement névrotique à l'Autre, l'un se nourrissant de l'autre) et Jean-Claude Guillebaud est girardien : le narrateur et son modèle, selon une stratégie identique au fond, quoique différente et même opposée selon l'illusion, manquent cruellement d'être. Voilà le Mal. L'unité psychologique, ce n'est pas le Moi romantique, c'est le Couple. Le narrateur et la Reine, tous deux anonymes, tiennent l'un à l'autre comme un jeu vertigineux de reflets. Vivre, c'est s'entre-illusionner. L'homme est ce phallène qui danse et brûle autour d'une lampe glacée.

Car le froid serait peut-être, si on me le permet, le second personnage du récit, - la seconde figure symbolique après la Reine : le narrateur se réfugie au Canada, pour écrire, au début du grand hiver. Or l'admirable dans la composition de ce livre, c'est que le froid va monter à mesure que l'écriture va descendre au plus près de

l'insoutenable vérité du narrateur. Et lorsque le lecteur connaîtra le contenu (mystique) de la «Nuit de Biarritz», l'écriture, qui se sera accomplie, aura uni dans la même mort et dans le même froid le narrateur et la Reine, le disciple rebelle et le modèle tyrannique. Le silence est alors la grande indifférenciation, la vérité de la rivalité mimétique et du langage. Incapable de vivre avec la Reine, le narrateur connaîtra que l'aveu est la pointe extrême du désir devenu fou de lui-même : connaître que l'on est incapable de vivre avec son modèle, c'est connaître que l'on est incapable de lui sur-vivre. Le reste est mensonge, le reste est bavardage, littérature si l'on veut.

Je le répète volontiers : Jean-Claude Guillebaud nous a donné là le plus beau récit que nous ayons pu lire depuis «Le bavard» de Louis-René des Forêts, une superbe métaphore de la littérature. S'il est vrai que l'on mesure l'œuvre à la violence qui nous est faite, l'auteur peut être satisfait : il aura pleinement répondu à l'injonction de René Char qu'il place en exergue. Son récit nous établit de force à l'extérieur de nous-mêmes et, ruinant les formes fragiles, éphémères et illusives du Moi, il nous somme de revenir à ce point de pureté intellectuelle où régner la faim et la soif d'être, qui fondent l'homme et sa grandeur tragique.

Alain FLAMAND

(1) Jean-Claude Guillebaud - L'ancienne Comédie - Ed. du Seuil. Prix franco : 81 F.

contes à rebours

«Il était une fois...» Combien d'histoire n'ont-elles pas commencé par cette phrase magique ? Pierrette Fleutiaux nous propose sept nouveaux contes inspirés de ceux de Charles Perrault.

Connaissez-vous bien tous les personnages de l'illustre conteur ? Certains ne figurent que sur quelques lignes, d'autres n'apparaissent qu'en toile de fond. Pour corriger cette injustice, P. Fleutiaux va leur donner de l'importance en s'en inspirant comme personnages principaux pour développer de nouvelles histoires. Ce sera notamment le cas de la femme de l'ogre du «Petit Poucet». Par ailleurs, l'auteur mêlera avec dextérité différents contes tels

ceux de l'horrible «Barbe bleue» et du «Petit Chaperon Rouge» qui pour l'occasion deviendra le Petit Pantalon Rouge. Le cousin de Cendrillon ? C'est Cendron, un pauvre jeune homme orphelin de père, bouc émissaire de ses deux demi-frères frivoles et inconstants.

Les sept contes de P. Fleutiaux ont leur propre particularisme, la reine ou la femme adulte sont mises en valeur alors que chez Perrault, elles ne jouaient qu'un rôle secondaire quand bien même

leur importance était sensible. Outre l'omniprésence de l'enchantement né des fabuleux palais, des fées, des miroirs magiques et autres bottes de sept lieux, les histoires sont truffées d'anachronismes : la Cadillac-citrouille de Cendron, le jean de la reine, les immeubles de verre... Une pointe d'érotisme rend ces contes quelque peu immoraux : la reine provoque le prince charmant-gigolo... Un conte de fées, n'est-ce pas ? P. Fleutiaux nous donne une bonne occasion de retrouver l'atmosphère de nos rêves et histoires d'enfants pour, son livre en main, passer une agréable soirée devant l'âtre de notre paisible chaumière...

J.-L. LANHERS

Pierrette Fleutiaux - Métamorphoses de la Reine - Ed. Gallimard. Prix franco : 86 F.

ACTION ROYALISTE

COMMUNIQUÉS

Le Comité de Coordination du Syndicat «Solidarnosc» en France organise une opération «colis de Noël» pour les familles des militants polonais tués ou encore détenus malgré l'amnistie du 22 juillet.

Le coût de chaque colis s'élève à 368 F et le Comité dispose de 70 adresses de familles qui devraient bénéficier de cette action. Il lance un appel public pour l'aider à supporter les frais de l'opération.

Adressez vos chèques à l'ordre de «Solidarité Pologne publications», 5, rue Meyran, 75009 PARIS en précisant «Pour l'action colis».

● L'Association des Amis de la Maison de France a présenté à la presse, au cours d'un coquetècle dans les salons du Club Pernod le 12 novembre, le bulletin nouvellement créé, de l'association. Ce bulletin intitulé «Alliance Royale» paraîtra tous les deux mois et servira de lien entre les membres de l'association. Celle-ci se propose de réunir tous ceux qui désirent témoigner de leur affection à la Famille de France, de promouvoir l'action et la pensée du Chef de la Maison de France et d'associer l'héritage capétien aux problèmes d'actualité.

Le numéro 1 du bulletin peut être obtenu au prix de 5 F. Pour tous renseignements et adhésions écrire à «Association des Amis de la Maison de France» -BP 314 - 75365 Paris cedex 08.

● PICARDIE ET LORRAINE

Prochainement auront lieu dans ces deux régions (vraisemblablement à Laon et à Nancy) des réunions de présentation de la N.A.R. par Bertrand RENOUVIN. Les lecteurs qui désirent participer à ces réunions sont priés de se faire connaître en écrivant au journal.

PARIS-CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «Mercredis de la NAR», lieu de rencontre unique à Paris, où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des littéraires, des vedettes et des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 4ème étage - (métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 heures précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures. L'entrée en est libre et gratuite.

● **Mercredi 14 novembre.** Noël CANNAT est un sociologue, collaborateur de nombreuses revues internationales, spécialiste des populations du tiers monde. De mai à octobre 1983, il a entrepris sur le terrain un «Tour du monde des bidonvilles». De ce voyage d'étude il a tiré une réflexion intéressante sur les phénomènes sociaux liés à la croissance urbaine dans le tiers monde. Il accompagnera son propos d'une projection de diapositives.

● **Mercredi 21 novembre.** Il y a quelques années la parution de «La machine à terreur», étude sur les origines profondes du terrorisme, faisait connaître Laurent DISPOT du grand public. Il prépare aujourd'hui un livre sur les relations franco-allemandes et c'est de ce sujet qu'il viendra nous entretenir dans une conférence intitulée «Reims et Verdun».

● **Mercredi 28 novembre.** Ancien responsable national de la CFDT et historien du mouvement ouvrier, Jacques JULLIARD est aussi l'auteur de plusieurs essais politiques importants. Actuellement éditorialiste au «Nouvel Observateur» il est également directeur de la revue «Intervention» qui exprime les idées de la 2ème gauche. C'est dire tout l'intérêt de sa conférence sur «Libéralisme et socialisme» qui sera, comme de coutume aux Mercredis, suivie d'un débat.

journée d'études du 17 novembre

(10 heures à 18 heures)

à Paris

Centrée autour de deux thèmes : «L'hérité du pouvoir : une solution ?» et «Communication et démocratie», cette journée d'études et de réflexion rassemblera à la fois, des invités-intervenants spécialistes des thèmes traités et des représentants de la N.A.R.

Chacun des thèmes sera traité par de courts exposés introductifs des intervenants avant que ne s'instaure un débat général avec tous les participants.

Il reste quelques places disponibles pour cette Journée d'Études pour laquelle nous sommes obligés de limiter le nombre de participants. Pour en profiter et s'inscrire : téléphonez de toute urgence au 297.42.57 (Participation aux frais 60 F, prix ramené à 25 F pour les étudiants et les provinciaux).

L'HÉRÉDITÉ DU POUVOIR : UNE SOLUTION ?

avec

Philippe CAILLEUX
Bertrand RENOUVIN
Lucien SCUBLA

historien

professeur de philosophie

COMMUNICATION ET DÉMOCRATIE

avec

Philippe BOUCHER
Laurent BOURDELAS
Frédéric MITTERRAND

éditorialiste au «Monde»
animateur de radio-libre
cinéaste et producteur de télévision

● PARIS-SESSION DE PRÉSENTATION DE LA NAR

Cette session est destinée à nos nouveaux adhérents et nouveaux abonnés et plus généralement à tous ceux qui veulent s'informer sur la NAR. Quatre thèmes principaux seront abordés au cours de la session : «Monarchie et démocratie», «Quelle politique économique ?», «La NAR dans le jeu politique», «La NAR son organisation, ses activités».

La session se tiendra à Paris dans les locaux du journal le SAMEDI 1er DÉCEMBRE de 15h à 18 h. L'entrée en est libre et nous incitons tout particulièrement les nouveaux lecteurs de «Royaliste» à y participer et venir faire mieux connaissance avec notre mouvement.

● ANGERS-PAYS DE LOIRE

Le 7 décembre à 19 h, rencontre avec Bertrand RENOUVIN et Luc de GOUSTINE, sur le thème «Entre Français».

Le 8 décembre, «2ème convention royaliste régionale» sur le thème «Objectif 1986».

Tous renseignements sur ces deux manifestations en écrivant à N.A.R. -BP 253 - 49002 Angers cedex.

● ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ADHÉRENTS

Les adhérents de la N.A.R. de la région parisienne sont invités à une Assemblée générale, le samedi 24 novembre de 15 h à 17 h dans les locaux du journal.

Attention : l'entrée à cette Assemblée est strictement réservée aux adhérents du mouvement.

royaliste

SOMMAIRE

Page 2 : Courrier des lecteurs - Page 3 : PCF : La mise à nu - Page 4 : L'emprunt Giscard - Page 5 : Interrogations sur l'Inde - Le martyr polonais - Pages 6-7 : La croissance en question - Page 8 : Portrait d'un homme d'Etat - Page 9 : Un touriste chez Big Brother - Page 10 : Nous manquons tous d'être - Contes à rebours - Page 11 : Notre fidélité.

Dir. de la publication : Y. Aumont
imprimé en France
Diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
Téléphone : 297.42.57

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nous sommes monarchistes. Cela signifie que nous voulons l'unité de la décision politique, et l'indépendance d'un Etat arbitral, garant de la justice et de la liberté.

Nous sommes royalistes, c'est-à-dire fidèles à une famille dont l'aventure a commencé voici bientôt mille ans et qui demeure présente parmi nous, malgré les tourmentes de l'histoire.

Nous sommes monarchistes et royalistes en même temps, d'un même élan. Pas de monarchie sans un Prince qui l'incarne et donne vie à l'institution. Par de roi sans lois qui assurent son pouvoir et limitent sa puissance.

L'HOMME COURONNÉ

Cette certitude, nous y tenons tranquillement, sans rechercher un absolu politique, sans vouloir l'avènement d'un surhomme. Cette fidélité, nous la vivons gravement, parce qu'elle nous rend sensibles au temps, à l'histoire, au mouvement même de la vie.

La monarchie est une institution humaine, qui ne demande ni un savoir exceptionnel, ni la possession de secrets divins. Elle vit au rythme des hommes, tout en étant capable de modérer leurs passions et d'assurer la continuité de leur œuvre. Il n'y a pas de souci plus concret, et de pouvoir plus proche. La monarchie, c'est l'expérience immédiate de toute famille : la naissance, le mariage, la mort, les enfants; des fêtes, des deuils, des disputes, des maladies. La monarchie n'est pas une idée. Dans sa manière d'être, dans les visages de ceux qui l'incarnent, chacun peut se retrouver. Loin d'être une figure divine, le roi est l'homme couronné.

L'homme, simplement. En huit siècles, la monarchie n'a connu aucun génie, et un seul saint. Il y avait seulement des hommes placés dans une situation singulière, accomplissant leur œuvre propre selon des principes simples et dans le respect des lois de l'Etat. Oui, des hommes seulement, plus ou moins sages, plus ou moins intelligents, mais toujours soucieux de mener à bien leur tâche, quelques que soient les difficultés, et malgré leurs faiblesses.

Nous sommes royalistes pour cela : par fidélité à ceux qui se sont transmis de père en fils le même souci, la même charge, la même volonté de servir le bien commun. Et nous sommes monarchistes parce que l'institution les aidait à tempérer leurs passions, à surmonter leurs faiblesses, à faire taire les rivalités familiales. Pas de roi sans loi : risque d'arbitraire et de violence. Pas de loi sans roi : danger d'abstraction, et de disparition du lien social.

— Mais ces lois n'étaient pas inscrites de toute éternité. Le principe héréditaire ne vaut que par son utilité, parce qu'il assure l'indépendance et la continuité de l'Etat, hors de l'affrontement des ambitions rivales.

notre fidélité



par
bertrand
renouvin

— Mais ce droit n'est pas un privilège. Il n'autorise pas le prince à en jouir abusivement. Que l'homme soit héroïque, ou faible et négligent, ce droit lui impose des obligations - celle de conserver son intégrité au royaume, celle de le transmettre à ses descendants, celle d'assurer la justice. Loin d'être un pouvoir dictatorial, la monarchie repose sur un pacte entre le roi et le peuple. La loi de succession qui fonde la légitimité historique dispose au service de la nation. Encore faut-il que ce service soit rendu effectivement, à un peuple qui exprime son consentement. Autrefois, la cérémonie du sacre symbolisait cette pratique de la légitimité : le roi était acclamé par le peuple, et prêtait serment de justice avant d'être béni par l'Eglise (1).

L'EPREUVE

Tels sont les principes fondamentaux de la légitimité monarchique, qu'il importait de rappeler. Dans la crise qui secoue la famille de France, ce sont ces principes qui sont en jeu, c'est ce droit historique qui est invoqué et ce sont ces obligations qui sont soulignées :

— est légitime la famille qui est à l'origine de notre histoire nationale, qui a été la condition même de l'existence de notre communauté et qui a reçu en dépôt l'héritage matériel et spirituel commun selon la loi de succession par primogéniture,

— est légitime la famille qui, dans l'exercice du pouvoir ou dans l'attente de celui-ci, affirme par ses attitudes et par ses actes la volonté de servir la communauté tout entière,

— est légitime la famille qui, issue de la tradition historique et manifestant cette volonté de servir, reçoit le consentement populaire.

Les coutumes et les lois de la Maison de France, que le comte de Paris rappelle dans son communiqué, ont été établies en concordance avec les principes fondamentaux de la légitimité. Le consentement que doit obtenir le Dauphin pour son mariage est d'ordre politique (la continuité dynastique et le service de la communauté sont en cause) comme notre histoire le montre surabondamment. L'attitude publique d'un Dauphin, sa volonté manifeste de servir, le souci qu'il a de sa propre succession, permettent d'établir que sa légitimité historique (le droit qu'il a reçu) est aussi politique (le droit reçu implique l'obligation d'assumer sa tâche).

Le rappel de ces principes et de ces règles permet de comprendre la réaction du comte de Paris :

— Par la décision qu'il a prise de se remarier, sans le consentement du chef de la Maison de France, par l'effacement civil de son premier mariage, politique comme il devait l'être, le comte de Clermont crée une situation que son père ne pouvait accepter.

— Le communiqué du comte de Paris ne met pas en cause le principe de succession par primogéniture : le comte de Clermont est privé de son titre symbolique parce qu'il ne respecte pas actuellement les obligations qui résultent de sa situation de fils aîné.

— Si la légitimité juridique n'est pas remise en cause - elle ne peut l'être - la question de la légitimité politique du comte de Clermont est clairement posée. Son remariage indique une préférence pour la vie privée, la volonté de servir passant au second plan. Il n'est pas interdit d'espérer que cette volonté redeviendra prédominante. Mais, pour le moment, le comte de Paris doit se soucier de la continuité de la tradition dynastique. Son espoir est donc reporté sur le prince Jean.

— Cet espoir est renforcé par les déclarations du prince Jean, qui est prêt à assumer ses responsabilités, à la mort de son grand-père.

Telles sont les décisions du chef de la Maison de France. Elles sont rigoureuses aux deux sens du terme - à la fois dures et cohérentes. Rendues inévitables par la décision du comte de Clermont, elles maintiennent intactes nos convictions et notre espérance. Quelle que soit l'attitude présente et future du fils aîné du comte de Paris, la tradition de service du pays est affirmée, la continuité de la dynastie est assurée. Tel est l'essentiel. Dans la tristesse de l'épreuve, sachons y trouver la source d'une fidélité renouvelée et renforcée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le sacre n'est pas un sacrement. Il ne fait pas le roi puisque le Dauphin succède dès la mort de son père.